



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/591
29 novembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ARABE

Cinquantième session
Pont 71 de l'ordre du jour

EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE CLÔTURE DE LA DOUZIÈME
SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Rapport de la Première Commission

Rapporteur : M. Rajab SUKAYRI (Jordanie)

I. INTRODUCTION

1. La question intitulée :

"Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale :

- a) Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs en matière de désarmement;
- b) Mesures de confiance à l'échelon régional;
- c) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes;
- d) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires;"

a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la cinquantième session de l'Assemblée générale conformément à ses résolutions 49/76 A à E du 15 décembre 1994.

2. À sa 3e séance plénière, le 22 septembre 1995, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Première Commission.

3. À sa 2e séance, le 12 octobre 1995, la Première Commission a décidé de tenir un débat général sur tous les points relatifs au désarmement et à la sécurité internationale qui lui avaient été renvoyés, à savoir les points 57 à 78, 80 et 81. Les délibérations sur ces points ont eu lieu de la 3e à la 11e séance, du 16 au 20 octobre et les 25 et 26 octobre 1995 (voir A/C.1/50/PV.3 à 11). L'examen structuré de questions précises dans le cadre de l'approche thématique adoptée a eu lieu du 30 octobre au 3 novembre. Les projets de résolution se rapportant à ces points ont été examinés aux 13e à 17e séances, tenues du 6 au 9 novembre (voir A/C.1/50/PV.13 à 17). La Commission s'est prononcée sur les projets de résolution se rapportant à ces points aux 18e à 29e séances, tenues les 10, 13, 14, 15, 16, 17, 20 et 21 novembre (voir A/C.1/50/PV.18 à 29).

4. Pour l'examen du point 71, la Première Commission était saisie des documents suivants :

- a) Rapport de la Conférence du désarmement¹;
- b) Rapport de la Commission du désarmement²;
- c) Rapport du Secrétaire général sur le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (A/50/380);
- d) Rapport du Secrétaire général sur les mesures de confiance à l'échelon régional (A/50/474);
- e) Lettre datée du 26 juillet 1995, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/50/317-S/1995/627);
- f) Lettre datée du 20 septembre 1995, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/50/470);
- g) Lettre datée du 6 octobre 1995, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/50/524).

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 27 (A/50/27).

² Ibid., Supplément No 42 (A/50/42).

II. EXAMEN DES PROJETS DE RÉOLUTION

A. Projet de résolution A/C.1/50/L.11

5. À la 17e séance, le 9 novembre 1995, le représentant du Nigéria, au nom des pays suivants : Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Bénin, Botswana, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Cuba, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Grèce, Indonésie, Japon, Jordanie, Kenya, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Pakistan, Pérou, République de Moldova, Roumanie, Sénégal, Suède, Thaïlande, Togo et Viet Nam, a présenté un projet de résolution intitulé "Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement" (A/C.1/50/L.11), dont les pays ci-après se sont par la suite portés coauteurs : Argentine, Bangladesh, Cap-Vert, Chine, Éthiopie, Guinée, Hongrie, Iran (République islamique d'), Jamaïque, Kazakstan, Kenya, Mali, Mongolie, Myanmar, Papouasie-Nouvelle-Guinée et ex-République yougoslave de Macédoine.

6. À sa 18e séance, le 10 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/50/L.11 sans le mettre aux voix (voir le projet de résolution A, par. 19).

B. Projet de résolution A/C.1/50/L.20 et Rev.1

7. À la 16e séance, le 8 novembre, le représentant du Congo, en sa qualité de Président du Comité consultatif permanent de l'Organisation des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, a présenté un projet de résolution intitulé "Mesures de confiance à l'échelon régional" (A/C.1/50/L.20), dont le Cap-Vert s'est par la suite porté coauteur.

8. Le 9 novembre, les auteurs ont présenté un projet de résolution révisé (A/C.1/50/L.20/Rev.1), qui contient les modifications suivantes :

a) Le paragraphe 2, libellé comme suit :

"2. Réaffirme son soutien aux efforts visant à promouvoir les mesures de confiance aux niveaux régional et sous-régional afin d'atténuer les tensions et les conflits internes et de promouvoir le désarmement, la non-prolifération des armes et le règlement pacifique des différends en Afrique centrale;"

a été remplacé par le texte suivant :

"2. Réaffirme son soutien aux efforts visant à promouvoir les mesures de confiance aux niveaux régional et sous-régional afin d'atténuer les tensions et les conflits dans la sous-région et de promouvoir le désarmement, la non-prolifération des armes et le règlement pacifique des différends en Afrique centrale;"

b) Au paragraphe 7, les termes "opération de maintien de la paix" utilisés par deux fois ont été remplacés dans les deux cas par les termes "opérations de paix";

c) Au paragraphe 8, les termes "opérations de maintien de la paix" ont été remplacés par les termes "opérations de paix";

d) Le paragraphe 9, libellé comme suit :

"9. Prie le Secrétaire général de faciliter l'organisation, dans les meilleurs délais, d'un programme de formation afin de promouvoir l'instruction et la préparation d'unités spécialisées dans les opérations de paix dans les pays membres du Comité consultatif permanent;"

a été remplacé par le texte suivant :

"9. Prie les États Membres et les organisations gouvernementales et non gouvernementales de promouvoir et de faciliter la mise en place d'un programme de formation sur les opérations de paix dans la sous-région en vue de renforcer la capacité des unités spécialisées dans les opérations de paix au sein des forces armées des États membres du Comité consultatif permanent;"

9. Le 17 novembre, conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a présenté un état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.1/50/L.20/Rev.1 (voir A/C.1/50/L.61).

10. À sa 28e séance, le 20 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/50/L.20/Rev.1 sans le mettre aux voix (voir le projet de résolution B, par. 19).

C. Projet de résolution A/C.1/50/L.24

11. À la 16e séance, le 8 novembre, le représentant du Pérou, au nom des pays suivants : Afrique du Sud (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des États d'Afrique), Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Mongolie, Népal, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Suriname, Uruguay et Venezuela, a présenté un projet de résolution intitulé "Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes" (A/C.1/50/L.24), dont les pays ci-après se sont par la suite portés coauteurs : Bangladesh, Cuba, Guyana, Trinité-et-Tobago et Japon.

12. À sa 26e séance, le 17 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/50/L.24 sans le mettre aux voix (voir le projet de résolution C, par. 19).

D. Projet de résolution A/C.1/50/L.31 et Rev.1

13. À la 14e séance, le 7 novembre, le représentant de la Mongolie, au nom des pays suivants : Bangladesh, Cambodge, Îles Marshall, Indonésie, Japon, Mongolie, Myanmar, Népal, Pérou, Philippines, République de Corée, République démocratique

...

populaire lao, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam, a présenté un projet de résolution intitulé "Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique" (A/C.1/50/L.31), dont les pays ci-après se sont par la suite portés coauteurs : Afghanistan, Australie, Brunéi Darussalam et Nouvelle-Zélande.

14. Le 13 novembre, les auteurs ont présenté un projet de résolution révisé (A/C.1/50/L.31/Rev.1), qui contient les modifications suivantes : le paragraphe 7, libellé comme suit :

"7. Prie le Secrétaire général de fournir au Centre régional tout l'appui dont il a besoin pour exécuter son programme d'activités;"

a été remplacé par le texte suivant :

"7. Prie le Secrétaire général de fournir au Centre régional, dans les limites des ressources disponibles, tout l'appui dont il a besoin pour exécuter son programme d'activités;".

15. À sa 26e séance, le 17 novembre, la Commission a adopté le paragraphe 4 du projet de résolution A/C.1/50/L.31/Rev.1 par 143 voix contre zéro, avec 3 abstentions à l'issue d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit³ :

Ont voté pour : Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Égypte, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas,

³ La délégation béninoise a indiqué par la suite que si elle avait été présente au moment du vote elle aurait voté pour le projet de résolution.

Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Samoa, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Néant.

Se sont abstenus : Chine, Inde, République populaire démocratique de Corée.

16. À la même séance, la Commission a adopté l'ensemble du projet de résolution A/C.1/50/L.31/Rev.1 sans le mettre aux voix (voir le projet de résolution D, par. 19).

E. Projet de résolution A/C.1/50/L.47

17. À la 16e séance, le 8 novembre, le représentant de l'Inde, au nom des pays suivants : Bangladesh, Belize, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Colombie, Égypte, Équateur, Éthiopie, Haïti, Inde, Indonésie, Kenya, Madagascar, Malaisie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Myanmar, Népal, Nigéria, Philippines, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Soudan et Viet Nam, a présenté un projet de résolution intitulé "Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires", dont les pays ci-après se sont par la suite portés coauteurs : Malawi et Iran (République islamique d').

18. À sa 18e séance, le 10 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/50/L.47 par 95 voix contre 26, avec 26 abstentions à l'issue d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit⁴ :

Ont voté pour : Algérie, Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kazakstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de),

⁴ La délégation afghane a indiqué par la suite qu'elle avait l'intention de voter pour le projet de résolution A/C.1/50/L.47.

Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Sénégal, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Andorre, Allemagne, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Mauritanie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Turquie.

Se sont abstenus : Afghanistan, Albanie, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Bélarus, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Irlande, Israël, Japon, Liechtenstein, Malte, Nouvelle-Zélande, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Slovénie, Suède, Swaziland, Ukraine.

III. RECOMMANDATIONS DE LA PREMIÈRE COMMISSION

19. La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution dont le texte suit :

A

Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement

L'Assemblée générale,

Rappelant sa décision, figurant au paragraphe 108 du Document final de sa dixième session extraordinaire⁵, la première consacrée au désarmement, d'instituer un programme de bourses d'études sur le désarmement, ainsi que ses décisions, figurant à l'annexe IV du Document de clôture de sa douzième session extraordinaire⁶, la deuxième consacrée au désarmement, par lesquelles elle a notamment décidé de poursuivre le programme,

⁵ Résolution S-10/2.

⁶ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session extraordinaire, Annexes, points 9 à 13 de l'ordre du jour, document A/S-12/32.

Notant avec satisfaction que le programme a déjà permis de former un nombre appréciable de fonctionnaires originaires de diverses régions géographiques représentées au sein du système des Nations Unies, dont la plupart occupent maintenant dans leur pays ou leur gouvernement des postes de responsabilité en matière de désarmement,

Rappelant les résolutions qu'elle a adoptées chaque année en la matière depuis sa trente-septième session en 1982, y compris la résolution 49/76 B du 15 décembre 1994,

Notant également avec satisfaction que, tel qu'il a été conçu, le programme a permis à un nombre accru de fonctionnaires, en particulier de pays en développement, d'approfondir leurs connaissances dans le domaine du désarmement,

Estimant que les formes d'assistance offertes par le programme aux États Membres, en particulier aux pays en développement, permettront aux fonctionnaires de ces pays de mieux suivre les délibérations et négociations tant bilatérales que multilatérales actuellement en cours sur le désarmement,

1. Réaffirme les décisions figurant dans l'annexe IV du Document de clôture de sa douzième session extraordinaire et le rapport du Secrétaire général⁷ qu'elle a approuvés par sa résolution 33/71 E du 14 décembre 1978;
2. Remercie les Gouvernements allemand et japonais d'avoir invité les boursiers de 1995 à étudier certaines activités dans le domaine du désarmement, servant par là les objectifs d'ensemble du programme;
3. Rend hommage au Secrétaire général pour la diligence avec laquelle s'est poursuivie l'exécution du programme;
4. Prie le Secrétaire général de poursuivre, dans les limites des ressources existantes, l'exécution du programme organisé à Genève et de lui rendre compte à sa cinquante et unième session;
5. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante et unième session la question intitulée "Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement".

B

Mesures de confiance à l'échelon régional

L'Assemblée générale,

Rappelant les buts et principes de l'Organisation des Nations Unies et sa responsabilité principale dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément à la Charte des Nations Unies,

⁷ A/33/305.

Ayant à l'esprit les principes directeurs en vue d'un désarmement général et complet adoptés à sa dixième session extraordinaire, la première consacrée au désarmement,

Rappelant ses résolutions 43/78 H et 43/85 du 7 décembre 1988, 44/21 du 15 novembre 1989, 45/58 M du 4 décembre 1990, 46/37 B du 6 décembre 1991, 47/53 F du 15 décembre 1992, 48/76 A du 16 décembre 1993 et 49/76 C du 15 décembre 1994,

Considérant l'importance et l'efficacité des mesures de confiance prises sur l'initiative et avec la participation de tous les États concernés et compte tenu des caractéristiques propres à chaque région, du fait que ces mesures peuvent contribuer au désarmement régional ainsi qu'à la sécurité internationale, conformément aux principes de la Charte,

Convaincue que les ressources libérées par le désarmement, y compris le désarmement régional, peuvent être consacrées au développement économique et social et à la protection de l'environnement pour le bénéfice de tous les peuples, en particulier ceux des pays en développement,

Tenant compte de la création par le Secrétaire général, le 28 mai 1992, du Comité consultatif permanent chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, dont le rôle est de promouvoir la limitation des armements, le désarmement, la non-prolifération et le développement dans la sous-région,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général sur les mesures de confiance à l'échelon régional qui porte sur les sixième et septième réunions du Comité consultatif permanent chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, tenues à Brazzaville en mars et en août 1995⁸;

2. Réaffirme son soutien aux efforts visant à promouvoir les mesures de confiance aux niveaux régional et sous-régional afin d'atténuer les tensions et les conflits dans la sous-région et de promouvoir le désarmement, la non-prolifération des armes et le règlement pacifique des différends en Afrique centrale;

3. Réaffirme également son soutien au programme de travail du Comité consultatif permanent adopté à la réunion d'organisation tenue à Yaoundé en juillet 1992;

4. Prend acte de la Déclaration de Brazzaville sur la coopération pour la paix et la sécurité en Afrique centrale⁹ et exhorte les États membres du Comité consultatif permanent à sa mise en application rapide;

5. Note la volonté des États membres du Comité consultatif permanent de réduire les effectifs, les équipements et les budgets militaires dans la

⁸ A/50/474.

⁹ Ibid., annexe I.

sous-région et de poursuivre l'examen des études réalisées sur ce sujet en vue de parvenir à des accords à cette fin;

6. Se félicite qu'ait été paraphé le Pacte de non-agression entre les États membres du Comité consultatif permanent, qui est de nature à contribuer à la prévention des conflits et au renforcement de la confiance dans la sous-région, et encourage ces États à le signer dès que possible;

7. Accueille avec satisfaction la décision prise par les États membres du Comité consultatif permanent de participer aux opérations de paix sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine et de créer à cet effet, au sein de leurs forces armées respectives, des unités spécialisées dans les opérations de paix;

8. Accueille également avec satisfaction la participation de certains États membres du Comité consultatif permanent aux opérations de paix en cours dans la sous-région;

9. Prie les États Membres et les organisations gouvernementales et non gouvernementales de promouvoir et de faciliter la mise en place d'un programme de formation sur les opérations de paix dans la sous-région en vue de renforcer la capacité des unités spécialisées dans les opérations de paix au sein des forces armées des États membres du Comité consultatif permanent;

10. Prie le Secrétaire général de continuer à fournir une assistance aux États membres du Comité consultatif permanent et d'établir un fonds d'affectation spéciale auquel les États membres et les organisations gouvernementales et non gouvernementales pourront verser des contributions volontaires additionnelles pour la mise en oeuvre du programme de travail du Comité;

11. Prie également le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante et unième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

12. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante et unième session la question intitulée "Mesures de confiance à l'échelon régional".

C

Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 40/151 G du 16 décembre 1985, 41/60 D du 3 décembre 1986, 42/39 J du 30 novembre 1987 et 43/76 D du 7 décembre 1988 sur le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, 41/60 J du 3 décembre 1986, 42/39 K du 30 novembre 1987 et 43/76 H du 7 décembre 1988 sur le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le

/...

désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, et 45/59 E du 4 décembre 1990 et 46/37 F du 9 décembre 1991 sur le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes,

Réaffirmant ses résolutions 46/36 F du 6 décembre 1991 et 47/52 G du 9 décembre 1992 sur le désarmement régional, notamment les mesures de confiance,

Rappelant ses résolutions 48/76 E du 16 décembre 1993 et 49/76 D du 15 décembre 1994 sur les centres régionaux,

Ayant à l'esprit les dispositions du paragraphe 1 de l'Article 11 de la Charte des Nations Unies selon lesquelles l'Assemblée générale a pour fonction d'étudier les principes généraux de coopération pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris les principes régissant le désarmement et la réglementation des armements,

Consciente que l'évolution des relations internationales a créé de nouvelles possibilités pour la poursuite du désarmement tout en présentant de nouveaux défis,

Convaincue que les initiatives et activités mutuellement convenues par les États Membres dans leurs régions respectives en vue de promouvoir la confiance mutuelle et la sécurité, ainsi que l'exécution et la coordination des activités régionales menées dans le cadre du Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement, encourageraient et faciliteraient l'élaboration de mesures efficaces de confiance, de limitation des armements et de désarmement dans ces régions,

Se félicitant des programmes d'activité des centres régionaux, qui ont beaucoup contribué à la compréhension et à la coopération entre les États dans chaque région et donc renforcé le rôle de chaque centre régional dans les domaines de la paix, du désarmement et du développement,

Considérant que l'éducation pour la paix, le désarmement et le développement est importante pour la compréhension et la coopération entre les États et pour la promotion de la paix et de la sécurité internationales,

Constatant avec préoccupation la situation financière des centres régionaux décrite dans le rapport que le Secrétaire général a présenté en 1994 sur les activités des centres régionaux¹⁰,

Soulignant, en conséquence, qu'il faut assurer aux centres régionaux une viabilité et une stabilité financières qui les aident à bien planifier et exécuter leurs programmes d'activité,

¹⁰ A/49/389.

Exprimant sa gratitude aux États Membres, aux organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales et aux fondations qui ont versé à ce jour des contributions aux fonds d'affectation spéciale des centres régionaux en Afrique et en Amérique latine et dans les Caraïbes,

1. Fait l'éloge des activités menées par les centres régionaux pour définir et mieux faire comprendre les questions pressantes qui se posent en matière de désarmement et de sécurité et pour rechercher les meilleures solutions, compte tenu des conditions particulières existant dans chaque région, conformément à leur mandat;

2. Réaffirme son ferme appui à la poursuite des activités et au renforcement des deux centres régionaux et encourage ceux-ci à continuer de s'employer toujours davantage à promouvoir la coopération avec les organisations sous-régionales et régionales et entre les États de leur région afin d'aider à mettre au point des mesures efficaces de confiance, de limitation des armements et de désarmement, en vue de promouvoir la paix et la sécurité;

3. Encourage un recours plus large aux moyens dont disposent les centres régionaux pour maintenir l'intérêt accru porté à la revitalisation de l'Organisation et l'impulsion donnée à ce processus pour relever les défis présentés par une nouvelle phase des relations internationales afin de mettre en oeuvre les buts et les principes de la Charte des Nations Unies qui ont trait à la paix, au désarmement et au développement, compte tenu des directives et recommandations concernant des approches régionales du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale, adoptées par la Commission du désarmement lors de sa session de fond de 1993¹¹;

4. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en consultation avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de promouvoir, dans le cadre des programmes des centres régionaux des Nations Unies pour le désarmement, la mise au point d'activités liées à l'éducation pour le désarmement;

5. Lance à nouveau un appel pressant aux États Membres ainsi qu'aux organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales et aux fondations pour qu'ils versent des contributions volontaires plus importantes pour revitaliser les deux centres, renforcer leurs programmes d'activité et en faciliter l'exécution;

6. Prie le Secrétaire général d'étudier, eu égard à la situation financière actuelle des deux centres, de nouveaux moyens permettant de mobiliser les ressources financières nécessaires, et de continuer à fournir aux centres régionaux tout l'appui dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mandat;

¹¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, Supplément No 42 (A/48/42), annexe II.

7. Prie également le Secrétaire général de veiller à ce que les directeurs des deux centres régionaux soient, dans la mesure du possible, basés sur place en vue de revitaliser les activités des centres;

8. Prie en outre le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante et unième session, des efforts qu'il aura faits pour rechercher de nouvelles sources de financement des deux centres régionaux, ainsi que de l'application de la présente résolution;

9. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante et unième session la question intitulée "Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes".

D

Centre régional des Nations Unies pour la paix et le
désarmement en Asie et dans le Pacifique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 39/63 J du 12 décembre 1984, dans laquelle elle a prié le Secrétaire général d'accorder une assistance aux États Membres des régions concernées qui pourraient en faire la demande, en vue d'établir des mécanismes régionaux et institutionnels pour la mise en oeuvre de la Campagne mondiale pour le désarmement, sur la base des ressources existantes et des contributions volontaires que les États Membres pourraient verser à cet effet,

Rappelant également sa résolution 42/39 D du 30 novembre 1987, par laquelle elle a créé le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie, dont le siège est à Katmandou et qui a pour mandat de fournir aux États Membres de la région de l'Asie, sur leur demande, un appui fonctionnel pour les efforts et les activités qu'ils conviendraient d'un commun accord de mener en vue d'une action en faveur de la paix et du désarmement, par une utilisation judicieuse des ressources disponibles,

Ayant à l'esprit sa résolution 44/117 F du 15 décembre 1989, dans laquelle elle a décidé que le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie s'appellerait désormais Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique,

Se félicitant des activités utiles menées par le Centre régional pour favoriser le dialogue aux niveaux régional et sous-régional en vue de renforcer l'ouverture, la transparence et la confiance et de promouvoir le désarmement et la sécurité grâce à l'organisation de réunions régionales, ce que, dans la région de l'Asie et du Pacifique, on appelle désormais communément le "processus de Katmandou",

Notant que les tendances de l'après-guerre froide ont donné du relief au rôle du Centre régional consistant à aider les États Membres à faire face aux

/...

nouveaux problèmes de sécurité et de désarmement qui apparaissent dans la région,

Notant également les efforts faits par les États Membres pour résoudre ces problèmes grâce à l'élaboration d'une démarche commune,

Appréciant beaucoup le rôle important joué par le Népal en tant que pays abritant le siège du Centre régional,

Consciente que le Centre régional doit continuer à remplir efficacement le rôle visé plus haut qui a acquis une dimension plus grande,

Sachant gré au Centre régional d'avoir organisé des réunions régionales de fond à Katmandou, Nagasaki et Kanazawa (Japon) en 1995,

1. Se félicite de l'important travail effectué par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, dont le siège est à Katmandou;

2. Réaffirme son appui énergique à la poursuite et au renforcement de l'action que mène le Centre régional en tant que principal artisan du dialogue régional sur la paix et le désarmement dans la région de l'Asie et du Pacifique, connu sous le nom de "processus de Katmandou";

3. Décide que le Directeur du Centre régional de Katmandou continuera d'exercer ses fonctions dans les mêmes conditions que précédemment jusqu'à ce que des moyens fiables soient trouvés pour financer le fonctionnement du Centre régional;

4. Recommande que le Centre régional organise les réunions régionales prévues à Katmandou, à Hiroshima et dans d'autres villes en 1996, dans la limite des ressources disponibles provenant des contributions volontaires versées à cette fin par les États Membres et diverses organisations;

5. Se félicite des contributions reçues par le Centre régional;

6. Engage les États Membres, en particulier ceux de la région de l'Asie et du Pacifique, ainsi que les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales et les fondations, à verser des contributions volontaires pour renforcer le programme d'activité du Centre régional et son exécution;

7. Prie le Secrétaire général de fournir au Centre régional, dans la limite des ressources disponibles, tout l'appui dont il a besoin pour exécuter son programme d'activité;

8. Prie également le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante et unième session de l'application de la présente résolution;

9. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante et unième session la question intitulée "Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des

Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes".

E

Convention sur l'interdiction de l'utilisation
des armes nucléaires

L'Assemblée générale,

Convaincue que l'emploi d'armes nucléaires fait peser la menace la plus grave sur la survie de l'humanité,

Convaincue également qu'un accord multilatéral interdisant l'emploi ou la menace d'armes nucléaires renforcerait la sécurité internationale et contribuerait à créer le climat voulu pour des négociations qui conduiraient à l'élimination définitive des armes nucléaires,

Consciente que certaines mesures que les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie ont adoptées pour réduire leurs arsenaux nucléaires et améliorer le climat international peuvent aider à l'élimination complète des armes nucléaires, qui constitue l'objectif à atteindre,

Rappelant qu'au paragraphe 58 du Document final de sa dixième session extraordinaire¹², elle a déclaré que tous les États devraient participer activement aux efforts visant à instaurer dans les relations internationales entre États des conditions qui permettent de s'accorder sur un code de conduite pacifique des nations dans les affaires internationales et qui excluraient la possibilité de l'emploi ou de la menace d'armes nucléaires,

Réaffirmant que toute forme d'emploi d'armes nucléaires constituerait une violation de la Charte des Nations Unies et un crime contre l'humanité, comme elle l'a déclaré dans ses résolutions 1653 (XVI) du 24 novembre 1961, 33/71 B du 14 décembre 1978, 34/83 G du 11 décembre 1979, 35/152 D du 12 décembre 1980 et 36/92 I du 9 décembre 1981,

Soulignant qu'une convention internationale constituerait une étape importante d'un programme échelonné sur la voie de l'élimination complète des armes nucléaires selon un calendrier déterminé,

Notant avec regret que la Conférence du désarmement n'a pu entreprendre de négociations sur la question lors de sa session de 1995,

1. Réitère sa demande à la Conférence du désarmement d'entamer des négociations en vue de parvenir à un accord sur une convention internationale interdisant en toutes circonstances l'emploi ou la menace d'armes nucléaires, éventuellement sur la base du projet de convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires qui figure en annexe à la présente résolution;

¹² Résolution S-10/2.

2. Prie la Conférence du désarmement de lui présenter un rapport sur les résultats de ces négociations.

ANNEXE

Projet de convention sur l'interdiction de l'utilisation
des armes nucléaires

Les États parties à la présente Convention,

Alarmés par la menace que représente pour la survie même de l'humanité l'existence des armes nucléaires,

Convaincus que toute forme d'utilisation des armes nucléaires constitue une violation de la Charte des Nations Unies et un crime contre l'humanité,

Convaincus également que la présente Convention constituerait une étape importante d'un programme échelonné sur la voie de l'élimination complète des armes nucléaires selon un calendrier déterminé,

Résolus à poursuivre les négociations pour atteindre cet objectif,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Les États parties à la présente Convention s'engagent solennellement à n'employer ni menacer d'employer les armes nucléaires en aucune circonstance.

Article 2

La présente Convention demeurera en vigueur indéfiniment.

Article 3

1. La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les États. Un État qui n'aura pas signé la Convention avant son entrée en vigueur conformément au paragraphe 3 du présent article pourra y adhérer à n'importe quel moment.

2. La présente Convention sera soumise à la ratification des États signataires. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire des instruments de ratification et d'adhésion.

3. La présente Convention entrera en vigueur lorsque vingt-cinq gouvernements auront déposé les instruments de ratification, y compris les gouvernements des cinq États dotés d'armes nucléaires, conformément au paragraphe 2 du présent article.

4. S'agissant des États qui déposeront les instruments de ratification ou d'adhésion après l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci entrera

en vigueur en ce qui les concerne à la date du dépôt de leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

5. Le dépositaire informera promptement tous les États signataires et les États ayant adhéré à la Convention de la date de chaque signature, de la date de dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion et de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, ainsi que de la réception de toute autre communication.

6. La présente Convention sera enregistrée par le dépositaire conformément aux dispositions de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 4

La présente Convention, dont les versions anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes aux gouvernements des États signataires et des États qui adhéreront à la présente Convention.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, ouverte à la signature à _____, le _____ du mois de _____ mil neuf cent _____.
